



ASIE / SRI LANKA - « LA CRISE AU SRI LANKA EST UNE QUESTION DE RECHERCHE DE CONSENSUS POLITIQUE ET RISQUE DE PRENDRE DES ASPECTS RELIGIEUX » DECLARENT A L'AGENCE FIDES DES SPECIALISTES DE L'EGLISE LOCALE

Colombo (Agence Fides) – Dans la crise actuelle du Sri Lanka, il y a le risque d'un mélange dangereux entre politique et religion, déclarent à l'Agence Fides ses analystes catholiques qui connaissent bien la situation. Ils déclarent que le processus de paix est influencé par la recherche de consensus politique des deux personnages qui s'affrontent, la Présidente Chandrika Kumaratunga, et le Premier Ministre Ranil Wickremesinghe.

Une source de l'Agence Fides à Colombo déclare : « De nombreuses communautés bouddhistes, des monastères et des représentants de haut rang regardent avec méfiance le processus de paix, ils ne veulent pas faire de concessions aux Tamils (de religion hindoue), ils veulent préserver une identité cingalaise et bouddhiste du pays et risquent d'être ainsi un grand obstacle pour la paix. La Présidente Kumaratunga veut profiter de cette position bouddhiste pour en retirer un avantage politique personnel et regagner la majorité au Parlement. Le risque est d'influencer le conflit en lui donnant des caractéristiques religieuses. »

Alors qu'arrive la nouvelle de la levée de l'état d'urgence, la source de l'agence Fides confirme le climat d'incertitude que l'on respire dans le pays, même chez les gens du peuple : « D'un côté le processus de paix a une certaine popularité dans la mesure où les gens, après un an et demi de trêve, ont retrouvé la sérénité et ont repris la vie sociale et économique ; d'un autre côté, les blessures laissées par 17 années de conflit sont profondes, et la réconciliation entre les groupes ethniques cingalais et tamils est difficile. Les Tamils, pour l'heure regardent ce qui se passe : leur proposition est claire, et va dans la direction d'une autonomie dans un cadre fédéral ».

L'Eglise catholique, ajoute le spécialiste a toujours servi de pont entre le Nord et le Sud et continue à le faire aujourd'hui encore : « Grâce au fait d'avoir des catholiques chez les uns et les autres, l'Eglise est parvenue durant toutes ces années de guerre civile à maintenir un équilibre, et à pousser fortement vers la réconciliation et la paix entre Cingalais et Tamils ».

Cette analyse est partagée par un missionnaire qui travaille depuis des années pour la justice et pour la paix ; il déclare à l'Agence Fides : « Le calendrier politique des protagonistes pourrait bloquer fortement le processus de paix qui a commencé il y a un an. La Présidente veut récupérer le consensus politique et joue donc la carte de s'ériger en bastion acharné de l'identité cingalaise et bouddhiste du Pays, en affirmant qu'elle ne veut pas faire trop de concessions aux Tamils. En revanche beaucoup ne parviennent pas à considérer le processus de paix comme un volant pour une reprise économique et sociale du pays, ni comme une reprise de son image sur la scène internationale. Beaucoup sont encore enfermés dans la logique des barricades entre les deux groupes ethniques et religieux. Et dans ce cadre, les milieux militaires ont un grand poids, qui n'est certainement pas favorable à la paix.

La Constitution du Sri Lanka reconnaît au bouddhisme une position prééminente, mais garantit le droit pour les autres confessions de pratiquer librement leur propre religion. 18% des 20 millions d'habitants sri lankais sont des Tamils de religion hindoue ; les chrétiens représentent 9%, ainsi que les musulmans. (P.A.)

(Agence Fides, 7 novembre 2003, 43 lignes, 583 mots)